

# International Review of Community Development

## Revue internationale d'action communautaire



## L'autonomie : nouvel enjeu pour les mouvements sociaux

Numéro 10 (50), automne 1983

Mouvements alternatifs et crise de l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034655ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034655ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1983). L'autonomie : nouvel enjeu pour les mouvements sociaux. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (10), 46–47. <https://doi.org/10.7202/1034655ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1983

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**Érudit**

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# L'autonomie :

46

---

## nouvel

---

## enjeu pour

---

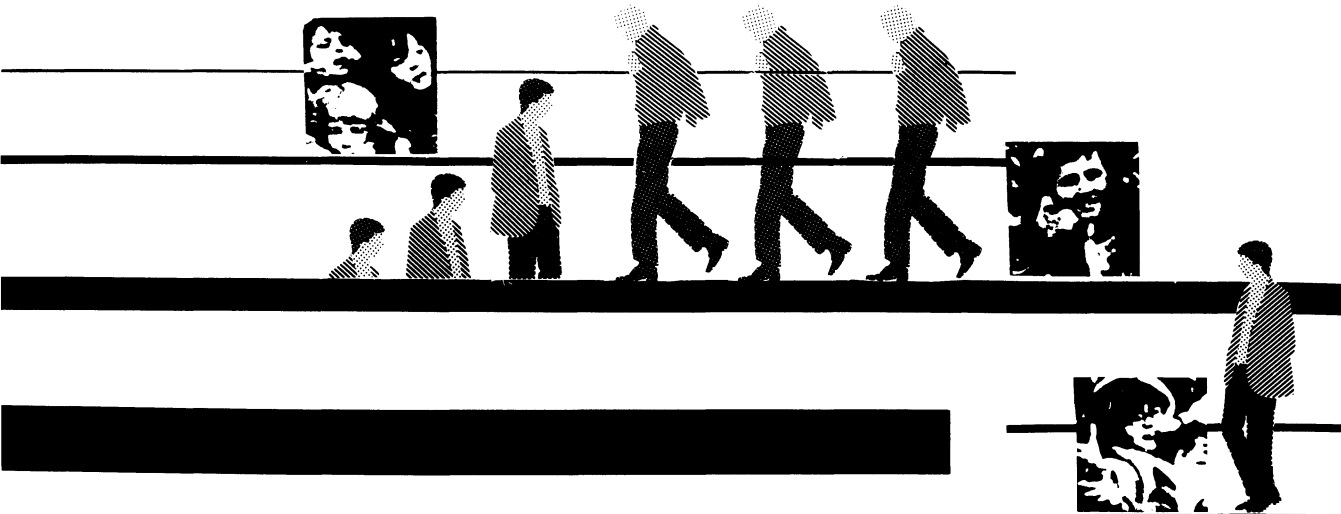
## les mouvements

---

## sociaux

---





**Que l'on évoque les groupes ou les mouvements qui se réclament de la large étiquette d'alternatifs, ou le problème des groupes populaires qui se voient privés du financement étatique minimal qui leur avait permis au cours de la dernière décennie de mener leurs luttes, ou encore que l'on se bute aux limites évidentes d'un syndicalisme incapable de formuler les termes et de définir les terrains nouveaux des luttes dans une situation de crise, partout se trouve brutalement posée la question de la capacité d'autonomie de ces mouvements.**

**Autonomie culturelle, économique, politique face à un État qui redéploie ses interventions à la faveur de la crise ? Nouvelles pratiques collectives, souvent silencieuses, alternatives, à quel prix, à quelles conditions ?**